

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1425

[S - C - 99/12338]

30 AVRIL 1999. — Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° ressortissants et travailleurs étrangers : les ressortissants et les travailleurs qui n'ont pas la nationalité belge;

2° le ministre : le ministre de l'Emploi et du Travail;

3° l'autorité compétente : l'autorité compétente en vertu de l'article 6, § 1^{er}, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 3. La présente loi s'applique aux travailleurs étrangers et aux employeurs.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilés :

1° aux travailleurs étrangers : les ressortissants étrangers qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;

2° aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1°.

Pour l'application de la présente loi, les artistes de spectacle sont réputés, jusqu'à preuve du contraire, être engagés dans les liens d'un contrat de travail d'employé.

CHAPITRE III. — *Autorisation d'occupation et permis de travail*

Art. 4. § 1^{er}. L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente.

L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation.

Le Roi peut déroger à l'alinéa 1^{er}, dans les cas qu'il détermine.

§ 2. L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation.

Le Roi peut déroger à l'alinéa précédent, dans les cas qu'il détermine.

§ 3. Le Roi peut déterminer à quelles conditions une autorisation collective d'occupation peut être accordée à un employeur. Cette autorisation collective d'occupation ne peut excéder trois mois.

Il y a lieu d'entendre par « autorisation collective d'occupation » une autorisation d'occupation qui peut être accordée à un employeur pour l'occupation de plusieurs travailleurs étrangers en même temps pour des prestations de travail de courte durée.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer à quelles conditions une autorisation provisoire d'occupation peut être accordée à un employeur.

Art. 5. Pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger doit préalablement avoir obtenu un permis de travail de l'autorité compétente.

Il ne peut fournir ces prestations que dans les limites fixées par ce permis de travail.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1425

[S - C - 99/12338]

30 APRIL 1999. — Wet betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Definities en toepassingsgebied*

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet, dient te worden verstaan onder :

1° buitenlandse onderdanen en werknemers : de onderdanen en werknemers die niet de Belgische nationaliteit bezitten;

2° de minister : de minister van Tewerkstelling en Arbeid

3° de bevoegde overheid : de overheid bevoegd krachtens artikel 6, § 1, IX, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Art. 3. Deze wet is van toepassing op de buitenlandse werknemers en op de werkgevers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld :

1° met buitenlandse werknemers : de buitenlandse onderdanen die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;

2° met werkgevers : de personen die de onder 1° genoemde personen tewerkstellen.

Voor de toepassing van deze wet worden de schouwspelartiesten vermoed te zijn aangeworven met een arbeidsovereenkomst voor bedienden, tenzij het tegendeel wordt bewezen.

HOOFDSTUK III. — *Arbeidsvergunning en arbeidskaart*

Art. 4. § 1. De werkgever die een buitenlandse werknemer wenst tewerk te stellen moet vooraf een arbeidsvergunning hebben verkregen van de bevoegde overheid.

De werkgever mag de diensten van deze werknemer enkel gebruiken binnen de perken van deze vergunning.

De Koning kan, in de gevallen door Hem bepaald, afwijken van het eerste lid.

§ 2. De arbeidsvergunning wordt niet toegekend wanneer de buitenlandse onderdaan België is binnengekomen om er te worden tewerkgesteld vooraleer de werkgever de arbeidsvergunning heeft bekomen.

De Koning kan, in de gevallen door Hem bepaald, afwijken van het voorgaande lid.

§ 3. De Koning kan bepalen op welke voorwaarden een gemeenschappelijke arbeidsvergunning aan een werkgever kan worden toegekend. Deze gemeenschappelijke arbeidsvergunning mag de drie maanden niet overschrijden.

Onder « gemeenschappelijke arbeidsvergunning » dient te worden verstaan een arbeidsvergunning die aan een werkgever kan worden toegekend voor de tewerkstelling van meerdere buitenlandse werknemers tegelijk voor arbeidsprestaties van korte duur.

§ 4. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepalen op welke voorwaarden een voorlopige arbeidsvergunning kan worden toegekend aan een werkgever.

Art. 5. Om arbeid te verrichten, moet de buitenlandse werknemer vooraf een arbeidskaart hebben verkregen van de bevoegde overheid.

Hij mag deze arbeid enkel verrichten binnen de perken van deze arbeidskaart.

Art. 6. Le permis de travail visé à l'article 5 n'est pas requis lorsque l'employeur a obtenu :

- 1° une autorisation collective d'occupation prévue à l'article 4, § 3;
- 2° une autorisation provisoire d'occupation prévue à l'article 4, § 4.

Art. 7. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dispenser les catégories de travailleurs étrangers qu'il détermine, de l'obligation d'obtenir un permis de travail.

Les employeurs des travailleurs étrangers visés à l'alinéa précédent sont dispensés de l'obligation d'obtenir une autorisation d'occupation.

CHAPITRE IV. — Conditions et modalités d'obtention des autorisations d'occupation et des permis de travail

Art. 8. § 1^{er}. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les catégories ainsi que les conditions d'octroi, de validité, de prorogation, de renouvellement, de refus et de retrait des autorisations d'occupation et des permis de travail.

Il peut imposer un examen médical et, le cas échéant, un examen d'aptitude professionnelle, préalables à l'octroi des autorisations d'occupation et des permis de travail.

§ 2. Le Roi fixe les modalités d'introduction des demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail, de prorogation ou de renouvellement de ceux-ci.

Il fixe également les modalités d'octroi, de refus et de retrait des autorisations d'occupation et des permis de travail.

§ 3. Le montant des frais relatifs au traitement des demandes de permis de travail et d'autorisations d'occupation ainsi que le montant des frais relatifs à leur délivrance peuvent faire l'objet d'indemnités forfaitaires à payer par le demandeur aux autorités respectivement chargées des opérations de traitement et de délivrance.

Les montants de ces indemnités forfaitaires sont déterminés par le Roi sans que chacun de ces montants puisse s'élever à plus de 500 francs.

CHAPITRE V. — Recours

Art. 9. Le travailleur étranger qui séjourne légalement en Belgique et à qui le permis de travail est refusé ou retiré, de même que l'employeur auquel l'autorisation d'occupation est refusée ou retirée, peuvent introduire un recours auprès de l'autorité compétente.

Art. 10. Le recours est introduit par lettre recommandée à la poste dans le mois de la notification de la lettre recommandée portant notification de la décision de refus ou de retrait.

Il doit être motivé et rédigé dans l'une des trois langues nationales.

Les prescriptions des alinéas précédents sont prévues à peine de nullité.

Le Roi peut déterminer les autres modalités de la procédure de recours.

CHAPITRE VI. — Surveillance

Art. 11. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi et ceux désignés par les autorités compétentes surveillent l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

CHAPITRE VII. — Dispositions pénales

Art. 12. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal sont punis :

1° d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 6 000 à 30 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

a) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui, en violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, ont fait ou laissé travailler un ressortissant étranger qui n'est pas admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique ou à s'y établir;

b) quiconque a fait entrer en Belgique un ressortissant étranger ou a favorisé l'entrée en Belgique de celui-ci en vue d'y être occupé, pour autant que le ressortissant étranger ne possède pas un permis de travail valable et ne se trouve pas dans l'un des cas prévus en vertu de l'article 4, § 2, alinéa 2, par le Roi;

Art. 6. De in artikel 5 bedoelde arbeidskaart is niet vereist wanneer de werkgever één der volgende documenten heeft bekomen :

- 1° een gemeenschappelijke arbeidsvergunning zoals bepaald in artikel 4, § 3;
- 2° een voorlopige arbeidsvergunning zoals bepaald in artikel 4, § 4.

Art. 7. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit de categorieën van buitenlandse werknemers die Hij bepaalt, vrijstellen van de verplichting een arbeidskaart te verkrijgen.

De werkgevers van de buitenlandse werknemers bedoeld in het voorgaande lid worden vrijgesteld van de verplichting een arbeidsvergunning te verkrijgen.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden en nadere regelen tot verkrijging van de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten

Art. 8. § 1. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën alsmede de voorwaarden tot toekenning, geldigheid, verlenging, vernieuwing, weigering en intrekking van de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten.

Hij kan een geneeskundig onderzoek opleggen en, in voorkomend geval, een onderzoek naar de professionele bekwaamheid, voorafgaand aan de toekenning van de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten.

§ 2. De Koning stelt de nadere regelen vast voor de indiening van de aanvragen om de arbeidsvergunningen en de arbeidskaarten en voor de verlenging of de vernieuwing ervan.

Hij stelt eveneens de nadere regelen vast tot toekenning, weigering en intrekking van de arbeidsvergunningen en van de arbeidskaarten.

§ 3. Het bedrag van de kosten met betrekking tot de behandeling van de aanvragen van de arbeidskaarten en de arbeidsvergunningen alsmede het bedrag van de kosten met betrekking tot hun aflevering kunnen het voorwerp uitmaken van forfaitaire vergoedingen te betalen door de aanvrager aan de overheden die respectievelijk belast zijn met de verrichtingen van behandeling en aflevering.

De bedragen van deze forfaitaire vergoedingen worden bepaald door de Koning zonder dat elk van deze bedragen meer mag bedragen dan maximum 500 frank.

HOOFDSTUK V. — Beroep

Art. 9. De buitenlandse werknemer die wettig in België verblijft en wiens arbeidskaart wordt geweigerd of ingetrokken, alsmede de werkgever wiens arbeidsvergunning wordt geweigerd of ingetrokken, kunnen in beroep gaan bij de bevoegde overheid.

Art. 10. Het beroep wordt ingesteld bij ter post aangetekende brief binnen een maand na kennisgeving van de aangetekende brief waarbij de beslissing tot weigering of intrekking wordt betekend.

Het moet gemotiveerd zijn en opgesteld in één van de drie landstalen.

De voorschriften uit de voorgaande leden zijn voorzien op straffe van nietigheid.

De Koning kan de andere nadere regelen van de beroepsprocedure bepalen.

HOOFDSTUK VI. — Toezicht

Art. 11. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie houden de door de Koning en door de bevoegde overheden aangewezen ambtenaren toezicht op de uitvoering van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

HOOFDSTUK VII. — Strafbepalingen

Art. 12. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek worden gestraft :

1° met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met een geldboete van 6 000 tot 30 000 frank of met één van die straffen alleen :

a) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die, in strijd met de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, arbeid doen of laten verrichten door een buitenlandse onderdaan die niet is toegelaten of gemachtigd tot een verblijf in België van meer dan drie maanden of tot vestiging;

b) al wie een buitenlandse onderdaan België heeft laten binnenkomen om er te worden tewerkgesteld of tot dit binnenkomen heeft bijgedragen, voorzover de buitenlandse onderdaan geen houder is van een geldige arbeidskaart en zich niet bevindt in een van de gevallen, krachtens artikel 4, § 2, tweede lid, bepaald door de Koning;

c) quiconque a promis à un ressortissant étranger, moyennant une rétribution sous forme quelconque, soit de lui chercher un emploi, soit de lui procurer un emploi, soit d'accomplir des formalités prescrites par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution;

d) quiconque a réclamé ou reçu d'un ressortissant étranger, une rétribution sous une forme quelconque, soit pour lui chercher un emploi, soit pour lui procurer un emploi, soit pour accomplir des formalités prescrites par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution;

e) quiconque a servi d'intermédiaire entre un ressortissant étranger et un employeur ou les autorités chargées de l'application des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution ou encore entre un employeur et ces mêmes autorités, en accomplissant des actes susceptibles d'induire en erreur, soit ce ressortissant étranger, soit l'employeur, soit lesdites autorités;

2° d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 700 à 6 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

a) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui, en dehors du cas prévu au 1°, a), ont fait ou laissé travailler un ressortissant étranger en violation des dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

b) toute personne qui a fait obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi;

c) l'employeur, ses préposés ou mandataires qui ont, le cas échéant, refusé de remettre le permis de travail au travailleur étranger ou le lui ont remis moyennant paiement d'une somme ou d'une rétribution sous quelque forme que ce soit;

d) l'employeur qui a omis d'informer immédiatement l'autorité compétente de la fin de l'occupation d'un travailleur étranger avant le terme prévu au contrat de travail et, en tout cas, lorsque l'occupation prend fin avant l'expiration de la durée de validité du permis de travail.

Lorsque l'employeur est condamné dans le cas prévu au 1°, a), le tribunal peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive, partielle ou totale de l'entreprise.

Art. 13. Quiconque a commis une infraction visée à l'article 12, est solidairement responsable du paiement d'une indemnité forfaitaire, pour les frais de rapatriement, ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour les frais d'hébergement, de séjour et de soins de santé des travailleurs étrangers concernés et de ceux des membres de leur famille qui séjournent illégalement en Belgique.

Le Roi fixe annuellement ces indemnités sur la base du coût moyen tel qu'il s'établissait deux ans auparavant, adapté en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Lorsque le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions a payé les frais, visés à l'alinéa 1^{er}, à la place de la personne à la charge de qui sont ces frais en vertu de l'alinéa 1^{er}, il lui en réclame le remboursement par lettre recommandée à la poste. Si la personne reste en défaut de payer le montant des frais qu'elle doit, le ministre visé au présent alinéa confie le recouvrement de ces frais à l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, qui procède conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Les sommes récupérées sont versées au Trésor.

Le Roi peut déterminer les modalités d'exécution des dispositions du présent article.

Art. 14. En ce qui concerne les infractions prévues à l'article 12, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a eu de ressortissants étrangers concernés par les infractions commises.

Art. 15. En cas de récidive, dans le délai de trois ans, d'une des infractions prévues au chapitre VII de la présente loi, les peines sont portées à un emprisonnement d'un mois à deux ans et à une amende de 6 000 à 30 000 francs ou à une de ces peines seulement.

Art. 16. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 17. Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, le chapitre VII compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

c) al wie aan een buitenlandse onderdaan heeft beloofd, tegen betaling van welke vergoeding ook, hetzij een betrekking voor hem te zoeken, hetzij hem een betrekking te bezorgen, hetzij formaliteiten te vervullen die bij deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven;

d) al wie van een buitenlandse onderdaan een vergoeding in welke vorm ook heeft aangevraagd of aangenomen, hetzij om voor hem een betrekking te zoeken, hetzij hem een betrekking te bezorgen, hetzij om formaliteiten te vervullen die bij deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn voorgeschreven;

e) al wie als tussenpersoon is opgetreden tussen een buitenlandse onderdaan en een werkgever of de autoriteiten die zijn belast met de toepassing der bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, of ook tussen een werkgever en diezelfde autoriteiten, waarbij men daden heeft gesteld welke hetzij die buitenlandse onderdaan, hetzij de werkgever, hetzij de genoemde autoriteiten op een dwaalspoor kunnen brengen;

2° met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een geldboete van 1 700 tot 6 000 frank of met één van die straffen alleen :

a) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die, buiten het onder 1°, a), bedoelde geval, in strijd met de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, arbeid doen of laten verrichten door een buitenlandse onderdaan;

b) al wie het krachtens deze wet georganiseerde toezicht heeft verhinderd;

c) de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die, in voorkomend geval, geweigerd hebben de arbeidskaart aan de buitenlandse werknemer te overhandigen of hem deze hebben bezorgd tegen betaling van een bedrag of vergoeding in welke vorm ook;

d) de werkgever die heeft nagelaten om de bevoegde overheid onmiddellijk op de hoogte te brengen van het beëindigen van de tewerkstelling van een buitenlandse werknemer vóór het einde voorzien in de arbeidsovereenkomst en, in ieder geval, bij de beëindiging van de tewerkstelling vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de arbeidskaart.

Wanneer de werkgever in het onder 1°, a), bedoelde geval wordt veroordeeld, kan de rechtbank de tijdelijke of definitieve, gedeeltelijke of volledige sluiting van de onderneming bevelen.

Art. 13. Al wie zich schuldig maakt aan een misdrijf bedoeld in artikel 12, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van een forfaitaire vergoeding voor de kosten van repatriëring, alsmede een forfaitaire vergoeding voor de kosten van huisvesting, verblijf en gezondheidszorg van de betrokken buitenlandse werknemers en van de leden van hun gezin die onwettig in België verblijven.

De Koning bepaalt jaarlijks deze vergoedingen op basis van de gemiddelde kostprijs van twee jaar voordien, aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen.

Wanneer de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen tot zijn bevoegdheid heeft, de in het eerste lid bedoelde kosten heeft betaald in de plaats van de persoon die krachtens het eerste lid instaat voor deze kosten, vordert hij van deze persoon bij een ter post aangetekend schrijven de terugbetaling daarvan. Als deze persoon verzuimt het door hem verschuldigde bedrag van de kosten te betalen, draagt de bij dit lid bedoelde minister de invordering van die kosten op aan de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, der Registratie en Domeinen, die optreedt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

De ingevorderde sommen worden in de Schatkist gestort.

De Koning kan de nadere regelen van uitvoering van de bepalingen van dit artikel vastleggen.

Art. 14. Voor de bij artikel 12 bepaalde misdrijven wordt de geldboete zoveel maal toegepast als er buitenlandse onderdanen betrokken zijn geweest bij de begane inbreuken.

Art. 15. Bij herhaling, binnen een termijn van drie jaar, van een der misdrijven bepaald in hoofdstuk VII van deze wet, worden de straffen gebracht op een gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en op een geldboete van 6 000 tot 30 000 frank of één van deze straffen alleen.

Art. 16. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers werden veroordeeld.

Art. 17. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn toepasselijk op de misdrijven in deze wet omschreven.

L'article 85 du Code précité est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que, en ce qui concerne les infractions visées à l'article 12, 1°, le montant de l'amende puisse être inférieur à 80 % du montant minimum prescrit, et, en ce qui concerne les infractions visées à l'article 12, 2°, le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % du montant minimum prescrit.

Par dérogation à l'article 42, 1°, du Code pénal, la confiscation spéciale peut également être appliquée aux biens meubles et aux biens immeubles par incorporation ou par destination, qui forment l'objet de l'infraction ou qui ont servi ou qui étaient destinés à commettre l'infraction, même lorsque ces biens n'appartiennent pas en propriété au contrevenant.

Art. 18. L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

Par dérogation à l'article 21, alinéa 2, du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle, le délai de prescription reste de cinq ans en cas de contraventionnalisation d'un délit.

CHAPITRE VIII. — Consultation

Art. 19. Pour exercer les attributions qui Lui sont conférées par la présente loi, le Roi, sauf le cas d'urgence, demande l'avis du Conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers, ici dénommé « Conseil consultatif ».

Le Roi détermine les missions et la composition de ce Conseil consultatif ainsi que les règles relatives à son fonctionnement.

CHAPITRE IX. — Rapport sur l'application de la loi relative à l'occupation de travailleurs étrangers

Art. 20. Le gouvernement fédéral, en collaboration avec les autorités compétentes, fera chaque année rapport aux Chambres législatives sur l'application de la présente loi.

Ce rapport sera communiqué au Conseil consultatif.

CHAPITRE X. — Dispositions finales, transitoires et abrogatoires

Art. 21. L'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, modifié par les lois des 10 octobre 1967 et 22 juillet 1976, par la loi-programme du 2 juillet 1981 et par la loi du 1^{er} juin 1993 et par les arrêtés royaux des 19 mai 1995 et 8 août 1997 et par les lois des 13 février 1998 et 9 février 1999, est abrogé.

Art. 22. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Il détermine également les dispositions transitoires applicables aux demandes introduites avant cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents de la Chambre des représentants. — Projet de loi, 2072, n° 1. — Amendements, 2072, n° 2. — Rapport, 2072, n° 3. — Texte adopté par la commission, 2072, n° 4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 2072, n° 5.

Annales de la Chambre. — 31 mars et 1^{er} avril 1999.

Sénat.

Document du Sénat. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 1-1359, n° 1. — Projet non évoqué par le Sénat, 1-1359, n° 2.

Artikel 85 van voormeld Wetboek is toepasselijk op de bij deze wet bepaalde inbreuken zonder dat, wat de in artikel 12, 1°, bedoelde inbreuken betreft, het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 80 % van het voorgeschreven minimumbedrag en, wat de in artikel 12, 2°, bedoelde inbreuken betreft, het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van het voorgeschreven minimumbedrag.

In afwijking van artikel 42, 1°, van het Strafwetboek kan de bijzondere verbeurdverklaring ook toegepast worden op roerende goederen en op onroerende goederen door incorporatie of bestemming, die het voorwerp van het misdrijf uitmaken of die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, zelfs wanneer deze niet in eigendom toebehoren aan de overtreder.

Art. 18. De strafvordering met betrekking tot de in deze wet omschreven misdrijven verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

In afwijking van artikel 21, tweede lid, van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering blijft de verjaringstermijn vijf jaar, ingeval een wanbedrijf wordt omgezet in een overtreding.

HOOFDSTUK VIII. — Advies

Art. 19. Ter uitvoering van de Hem door de wet toegekende bevoegdheden, wint de Koning het advies in van de Adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, hier « Adviesraad » genoemd, behalve in geval van dringende noodzakelijkheid.

De Koning bepaalt de opdrachten en de samenstelling van deze Adviesraad, alsmede de regels inzake de werking ervan.

HOOFDSTUK IX. — Verslag over de toepassing van de wet betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

Art. 20. De federale regering, in samenwerking met de bevoegde overheden, zal elk jaar verslag uitbrengen bij de Wetgevende Kamers over de toepassing van deze wet.

Dit verslag zal worden medegedeeld aan de Adviesraad.

HOOFDSTUK X. — Slot- en overgangsbepalingen en opheffingen

Art. 21. Het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967 en 22 juli 1976, bij de programmawet van 2 juli 1981, bij de wet van 1 juni 1993, bij de koninklijke besluiten van 19 mei 1995 en 8 augustus 1997 en bij de wetten van 13 februari 1998 en 9 februari 1999, wordt opgeheven.

Art. 22. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt. Hij bepaalt eveneens de overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de aanvragen ingediend vóór deze datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Wetsontwerp, 2072, nr. 1. — Amendementen, 2072, nr. 2. — Verslag, 2072, nr. 3. — Tekst aangenomen door de commissie, 2072, nr. 4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 2072, nr. 5.

Handelingen van de Kamer. — 31 maart en 1 april 1999.

Senaat.

Gedr. St. van de Senaat. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1-1359, nr. 1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 1-1359, nr. 2.